

Bureau du 26 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Absents/excusés :

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Mme Marie-Pierre BERTHIER

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 19 avril 2023

Délibération affichée le :

Point n°2 – Délibération autorisant la Présidente à solliciter les subventions pour l'opération sur le torrent de la Fiolaz à Châtel auprès du Conseil Départemental

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, expose aux membres de l'assemblée que :

Vu la convention signée entre la Communauté de Communes du Pays d'Evian et de la Vallée d'Abondance et le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais, validée par délibération D39_DEC18, du 6 décembre 2018 déléguant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations liées aux opérations de travaux sur les Dranses, leurs affluents et l'Est lémanique prévues au contrat de rivières,

La convention signée entre la CCPEVA et le SIAC liste les actions à mettre en œuvre parmi lesquelles les travaux de restauration et de protection contre les inondations sur le torrent de la Fiolaz au lieu-dit la Béchigne, sur la commune de Châtel,

Cette opération est découpée en deux tranches, la première tranche de travaux a pour objectif de protéger des bâtiments présents en rive gauche du cours d'eau menacés par l'érosion et de rétablir le transit sédimentaire au niveau du tronçon. Ces travaux présentent un caractère d'urgence reconnu par les services de l'Etat. La deuxième tranche a pour objectif de limiter les risques d'inondation engendrés par des problèmes d'engravement et de détournement du lit.

Vu la délibération D24_JUIL2019 relative à une demande de participation financière pour l'opération sur le torrent de la Fiolaz à Châtel,

Considérant que le montant global estimé était de 376 200 € H.T. lors de l'établissement de la convention de délégation,

Considérant que le montant global estimé est de 478 300 € H.T. lors de l'établissement de la fiche de conduite des travaux, il convient d'actualiser la précédente délibération,

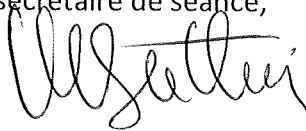
Considérant que l'Agence de l'Eau a accordé une subvention d'un montant de 108 120 €, applicable à la tranche 1. Ce montant a déjà été perçu. L'Agence de l'Eau ne subventionnera pas la tranche 2.

Considérant que le Conseil Départemental de la Haute-Savoie (CD74) a souhaité que la demande de subvention porte sur l'ensemble de l'opération, soit les deux tranches. La sollicitation doit être renouvelée dès que le montant total de l'opération est connu (études, investigations complémentaires et travaux). Dans l'attente de cette démarche, le SIAC a été autorisé par le CD74 à réaliser les travaux de la tranche 1. Le taux de subventionnement attendu est de 30 %, pour les deux tranches, hors montant non éligible aux subventions.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à solliciter les financements auprès du Conseil Départemental de la Haute-Savoie, pour la tranche 1 et 2, pour financer l'opération précisée ci-dessus,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à réaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l'obtention des financements.

Le secrétaire de séance,



Marie-Pierre BERTHIER



La Présidente,

Signé par : Géraldine
PFLIEGER
Date : 02/05/2023
Qualité : Président

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.